

UD AUBE

la
cgt10

56^e Congrès
25 - 26 - 27 juin 2019

Incontournable,
revendicative,
efficace !

3

Document préparatoire

La CGT Auboise, plus que jamais
incontournable, revendicative et efficace !

56^{ème} Congrès

du 25 au 27 juin 2019

à "La comédie de Saint Germain"
rue des cerisiers - 10120 - Saint Germain

UD CGT Aube

2A Bd. du 1^{er} RAM 1^{er} étage

Tél. : 03 25 73 38 47

Fax : 03 25 73 84 27

email : udcgt10@gmail.com :

Les lundis, mardis, jeudis :

de 9 h 30 à 17 h

Le mercredi :

de 9 h 30 à 11 h 30

Le vendredi :

de 9 h 30 à 16 h 45

Document d'orientation



SOMMAIRE

Préambule	p. 2
I Réalité vécue par les travailleuses et les travailleurs de notre pays	p. 3
II Construire le rapport de force et la convergence des luttes pour renouer avec le progrès social	p. 5
III Notre démarche unitaire	p. 6
III Pour un syndicalisme de classe et de masse	p. 7
<i>a) Notre organisation aujourd'hui</i>	p. 7
<i>b) Faire évoluer notre organisation syndicale.</i>	p. 8
<i>c) Au cœur de nos enjeux : la syndicalisation.</i>	p. 9
<i>d) Influence, représentativité et syndicalisation.</i>	p. 10
IV Notre outil syndical dans le département de l'Aube	p. 10
Organigramme	p. 11
Orientations par Secteurs	p. 12
- Secteur OQVS	p. 12
- Secteur revendicatif	p. 15
- Secteur communication	p. 19
- Secteur politique financière	p. 21
- Secteur DLAJ (Droits, Libertés, Actions Juridiques)	p. 23
Tourisme social	p. 23
Vie des Secteurs	p. 24
Conclusion	p. 24



Notre 56^e Congrès se tiendra du 25 au 27 juin à la Comédie Saint Germain à Saint Germain.

C'est un moment important pour l'ensemble des syndicats du département : Il permet de réfléchir, de débattre ensemble, d'ouvrir des perspectives afin de décider collectivement de notre feuille de route pour les trois prochaines années.

C'est le temps de faire le bilan du précédent mandat et d'analyser les enjeux politiques, économiques et sociaux afin de nous permettre de définir au mieux nos orientations.

C'est le temps également de renforcer la direction de l'Union Départementale chargée d'animer, impulser et coordonner l'action de la CGT sur notre département.

C'est le temps de remettre la vie syndicale au cœur de nos préoccupations.

Être la CGT de toutes et de tous est l'outil moderne et efficace pour affronter les enjeux de notre temps. Cela est primordial dans une période où le capital accentue sa pression pour remettre en cause le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) et ses réformes sociales et économiques ambitieuses, nos droits sociaux conquis et préservés pas à pas par le mouvement ouvrier et syndical.

Pour obtenir d'autres choix de société nous devons continuer de combattre, en portant haut et fort nos valeurs humanistes et de justice sociale, les politiques régressives et antisociales qui fragilisent le vivre ensemble et appauvrissent les salarié-e-s et leur famille. Nous devons continuer de combattre toutes les idées remettant en cause la fraternité, l'égalité et les libertés individuelles.

Pour gagner nous devons unir et rassembler les travailleuses et les travailleurs et être au plus près d'eux.

Face aux attaques à répétitions programmées, les orientations que nous voterons lors de notre congrès devront nous permettre de renforcer notre bataille des idées, notre efficacité pour ré-ouvrir des perspectives de progrès social et de nouveaux conquits sociaux.

Bien fraternellement,
Sylvie GATEAU

I. Réalité vécue par les travailleuses et les travailleurs de notre pays

La mise en œuvre des politiques néolibérales au profit du capital impacte durement le monde du travail. L'appétit sans limite et immoral des opulents pousse à la surexploitation des travailleuses, des travailleurs et à l'exploitation irraisonnée des ressources naturelles et de la biodiversité.

Pour plus de profits le patronat et le gouvernement ont pour objectif de remettre en cause en permanence, par des mesures insidieuses sous couvert de pseudo solidarité, notre pouvoir d'achat, avec derrière cette notion la question essentielle d'augmentation des salaires afin de pouvoir vivre de son travail. Ils ont pour objectif aussi la remise en cause de notre modèle social, de notre système de retraite, des services publics, de la sécurité sociale et de tout ce qui contribue à faire vivre les solidarités.

Leurs armes sont la précarisation de l'emploi et la remise en cause du droit du travail et des statuts de la Fonction Publique.

Cela a des conséquences importantes et néfastes, dans et hors de l'entreprise, sur le quotidien des travailleuses, des travailleurs et de leur famille.

Leur quête incessante de rentabilité financière, ayant comme principale marge de manœuvre la baisse de la masse salariale, met à mal les collectifs de travail.

En 2018, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 94 milliards d'euros de profits. Près de 230 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et fiscales sont distribuées généreusement chaque année aux entreprises, **sans contrôle ni évaluation**. Depuis sa création en 2013 à fin 2018, le montant du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) s'élève à 100 milliards d'euros ! [100 000 000 000 d'euros].

Selon les conclusions du rapport « *Services Publics ou fortunes privées* » (*), **les 8 premiers milliardaires français possèdent autant que les 30% les plus pauvres de la population.**

La question d'une répartition juste des richesses et bien au cœur des enjeux actuels.



Malgré des mobilisations d'ampleurs syndicales et des « gilets jaunes » depuis la fin de l'année dernière, le Président Macron, lors de son allocution télévisée du 25 avril dernier pour rendre compte du « Grand débat » qu'il avait initié et verrouillé sur ses propres thèmes, a confirmé qu'il maintiendrait sa politique.

(*) Publié par l'ONG Oxfam juste avant le forum économique de Davos en 2018.

Le président a dit « avoir beaucoup appris » du grand débat et a continué en déclarant : « *Est-ce que pour autant, il faudrait tout arrêter, tout ce que qui a été fait depuis deux ans ? Je crois tout le contraire. Il faut continuer les transformations. Les orientations prises ont été bonnes et justes* ».

Pour expliquer sa détermination il a essayé de régler le profond sentiment d'injustice par un écran de fumée et des diatribes manipulatoires, n'hésitant pas, entre autre, à aller jusqu'à reprendre le slogan de forces politiques opposées à son projet : « L'Humain d'abord ».

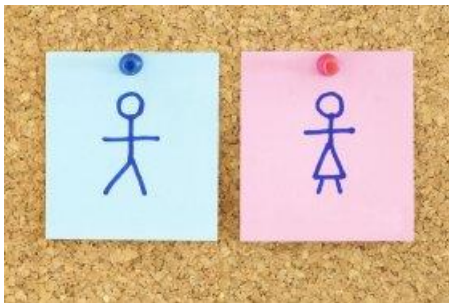
Les travailleurs devront donc remercier le « bon Prince » de bien vouloir leur donner quelques miettes de temps en temps pour calmer leur colère.

Comme nous l'avions prévu, le Président, le patronat et le système politique et économique aux commandes, sont donc déterminés à poursuivre leur politique au service des plus riches.

L'entreprise, l'établissement, la collectivité ou le territoire peuvent-être le lieu de nombreuses discriminations et atteintes à la dignité et à la santé des travailleurs. Le procès actuel des dirigeants de France Télécom (Orange) nous rappelle à quel point la santé des travailleurs n'est pas du tout une limite franche à l'acquisition de profits sans fin.

Cela est encore plus vrai pour les travailleurs précaires, avec ou sans papiers, comme pour les femmes pour lesquelles les violences sexistes et sexuelles peuvent s'ajouter.

Un travailleur sur deux est une femme. Nos revendications sur l'égalité femmes/hommes doivent être portées à un autre niveau par notre organisation syndicale au regard des valeurs qu'elle porte.



Cela doit être le combat de toutes et tous au quotidien.

Le Chômage tue en France 14 000 personnes chaque année. C'est 4 fois plus que les accidents de la route. Notre Organisation CGT fondée sur des valeurs de solidarité, d'égalité et de fraternité, s'est toujours mobilisée contre la pauvreté qui augmente dans le monde du travail. Les dernières lois s'attaquant au statut du salarié et à ses protections ont favorisé la précarité qui touche plus particulièrement les jeunes et les femmes. Alors que jamais les travailleurs n'ont créé autant de richesses, 8,5 millions de personnes aujourd'hui, sont en situation de pauvreté. Il n'y a pas de fatalité à cette situation ! Celle-ci est la conséquence de choix politiques qui favorise une minorité d'individus.

L'amélioration des conditions de vie personnelle et les conditions de vie au travail sont donc des revendications encore plus légitimes. La campagne CGT contre le coût du capital doit se poursuivre afin de continuer d'imprégner notre conscience collective dans l'objectif de mettre le monde du travail en mouvement contre l'injustice sociale.

Selon le patronat, l'organisation du travail n'est pas du ressort des agents et des salarié-e-s alors que ce sont bien eux qui connaissent le mieux le travail. L'intelligence des travailleuses et des travailleurs doit s'imposer dans l'organisation du travail réel, le travail prescrit montrant très souvent ses limites.

L'émancipation des travailleuses et des travailleurs et la transformation du travail passent par la démocratie, le respect des droits de chacun et de [re] mettre l'humain au cœur des priorités.

Le patronat est clairement en opposition avec notre revendication. La mise en place des Comité Social et Économique (CSE) et le projet de loi en cours sur la réforme du statut de la Fonction Publique démontrent leur recherche d'exclure encore un peu plus les travailleuses et les travailleurs des prises de décisions dans l'entreprise, les établissements et les collectivités locales.

Les mesures de régression sociale ne peuvent être imposées que par le recul simultané des moyens d'agir des salarié-e-s et de la démocratie.

L'opposition de classes entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui s'enrichissent sur le dos des travailleuses et des travailleurs existe toujours, bien que ces derniers œuvrent à nous faire croire l'inverse.

Cette réalité structure toujours le monde du travail, les relations et la nature du travail.

Pour un autre avenir, rien ne sera possible sans une proximité avec les travailleuses et les travailleurs, sans une convergence des luttes et une mobilisation d'ampleur permettant d'inverser le rapport de force.

À ce jour, aucun acquis important n'a été obtenu par les travailleuses et les travailleurs autour d'une table sans rapport de force en cours ou latent.

La situation actuelle dans le monde du travail n'est pas inéluctable ! Le travail accompli ces dernières années sur la question du code du travail, des retraites, de la protection sociale, du service public, de la répartition des richesses, de la défense de l'environnement porte ses fruits dans les consciences. Si la construction du rapport de force et l'engagement dans la grève reste difficile, la convergence des luttes fait son chemin en de nombreux endroits.

II. Construire le rapport de force et la convergence des luttes pour renouer avec le progrès social

La CGT s'inscrit dans un syndicalisme qui porte en lui l'intérêt général, la justice sociale et la démocratie. Notre organisation est au service de tous les travailleurs, actifs, privés d'emploi et retraités, pour leur permettent de vivre dignement de leur travail et d'avoir un véritable accès à la formation, indispensable à leur travail.

Le patronat essaie en permanence de diviser le salariat en opposant le privé et le public, en opposant les jeunes et les aînés, en opposant les femmes et les hommes, en opposant les travailleurs d'un pays à ceux d'un autre, en recherchant même à opposer les plus pauvres entre eux, etc.

La travailleuse dans le textile, le travailleur dans une mairie, la travailleuse dans la métallurgie, le travailleur dans le social, la cadre, l'ouvrier, bien qu'ayant des réalités de travail différentes sont confrontés aux mêmes posologies ultra libérales. Partout se pose la question du blocage ou de la modération des salaires ; partout se pose la question de l'augmentation de la productivité, et de la dégradation des conditions de travail.

Dans l'Aube, nous sommes tous sont confrontés à la dégradation orchestré et la une remise en cause des Services Publics et des solidarités.

Nous sommes face à un projet libéral global qui a pour but de privilégier les intérêts du capital et de faire l'enrichissement sans fin des nantis.



Dans la diversité des situations et des luttes apparaissent des revendications communes, telles que l'exigence de justice sociale, de démocratie, de défense de l'intérêt général et d'amélioration des conditions de vie hors et au travail.

Elles doivent nous servir à articuler les luttes pour construire un mouvement social d'ampleur, porteur de progrès social, pour gagner de réelles avancées.

Arriver à faire vivre les solidarités sous différentes formes entre les travailleuses et les travailleurs facilitent la montée des convergences.

Depuis toujours l'Union Départementale CGT de l'Aube travaille à la convergence des luttes et à la construction de toutes les mobilisations contre les attaques du gouvernement et du patronat. C'est son rôle et nous devons continuer à essayer de convaincre les structures, les syndicats, les camarades, les travailleuses et les travailleurs de cette indispensable nécessité.

Dans notre construction du rapport de force et d'élaboration de notre stratégie, cette question doit être au cœur de nos échanges avec les syndicats et les structures dans notre département.

Arriver à faire converger les revendications et les luttes, unir nos forces, mettre en commun ce qui rassemble les travailleuses et travailleurs est donc pour nous une question centrale pour pouvoir augmenter le rapport de force et gagner de nouvelles avancées sociales.

III. Notre démarche unitaire

Notre recherche permanente de l'unité syndicale a toujours été un objectif pour notre Union Départementale, ce n'est pas toujours facile.

Les organisations syndicales de salarié-e-s au niveau national et départemental n'ont qu'à de rares exceptions, eu les mêmes revendications et stratégies dans ce dernier mandat.

Nous pouvons résumer schématiquement les positionnements sur le département entre d'une part celles qui refusent l'austérité, les deux « réformes » de la loi travail, la fermeture des services publics, les retraites,..., et d'autre part celles qui les accompagnent. Ce n'est pas la démarche de ces organisations syndicales qui doit remettre en cause notre conception de l'unité syndicale.

D'autant que les différentes élections professionnelles ne favorisent généralement pas la convergence des luttes pendant cette période.

Les résultats revendicatifs dans les entreprises et établissements, les manœuvres, voir les reculs du patronat et du gouvernement confirment la CGT dans son objectif de poursuivre l'ancrage de l'action revendicative dans les entreprises et de rechercher toutes les conditions unitaires possibles pour permettre le rassemblement de tous les salariés.

C'est ce que demande une grande majorité des salariés dans les enquêtes d'opinion.

Nous devons continuer à y travailler, et continuer à chercher les convergences avec les autres organisations syndicales qui seront dans notre logique.

C'est le signal fort que veulent voir les salarié-e-s. Notre conception du syndicalisme rassemblé est un levier pour une réelle transformation sociale et pour obtenir de nouveaux acquis. La proximité et notre démarche démocratique en seront les outils.

Parallèlement, il nous faut progresser pour faire que tous les salarié-e-s sachent vraiment quel rôle central nous jouons en matière de convergence et d'unité syndicale.

C'est tout le sens qui est donné dans l'engagement de la Cgt sur les journées de mobilisation à venir.

IV. Pour un syndicalisme de classe et de masse

a) Notre organisation aujourd'hui

Le gouvernement et le patronat mettent tout en œuvre pour réduire le pouvoir des syndicats et voir disparaître le syndicalisme de lutte de classe au profit d'un syndicalisme d'accompagnement. Ce n'est pas nouveau.

Cette réalité fait peser des interrogations très fortes sur notre conception syndicale CGT, son rôle, sa nature et ses capacités à organiser l'ensemble des salarié·e·s, chômeur·euse·s et retraité·e·s pour en finir avec l'exploitation et la domination de classe.

Malgré les coups portés au syndicalisme, tel que nous le concevons, celui-ci reste une force et le principal espoir pour les travailleuses et travailleurs d'améliorer leur quotidien et de transformer durablement leur vie.

Bien que nous résistions, il nous faut analyser de plus près l'impact des stratégies patronales et gouvernementales sur notre organisation syndicale et sur son action.

Comme nous avons tous pu le constater le temps de trajet pour aller aux devant des travailleuses et des travailleurs et le temps que nous passons dans des réunions avec le patronat a augmenté de façon significative. Cela est au détriment du temps que nous devons consacrer à la rencontre des salarié·e·s, à l'activité de nos syndicats et à la syndicalisation. Nous devons y être attentifs et rechercher ensemble des solutions pour sortir de ce piège.

D'autre part, le monde du travail a changé : notre outil syndical est-il adapté à ces changements ?

La CGT s'est implantée pendant des décennies principalement dans la Fonction Publique et dans les grosses entreprises, surtout industrielles. Elle s'est organisée en fonction de la configuration du monde du travail de l'époque.

Dans les quarante dernières années les emplois dans l'industrie ont diminué considérablement et se sont développés de façon continue dans les services.

L'emploi industriel, c'est aujourd'hui moins de 20% de l'emploi dans l'Aube, certains bassins d'emploi ne sont pratiquement plus que des bassins de vie. Plus de la moitié des salariés travaillent dans des petites et moyennes entreprises.

Comment rester dans une proximité avec les travailleuses et les travailleurs pour construire avec elles et avec eux, à partir de leur quotidien, leurs revendications et leur **proposer de s'organiser dans la CGT ?**

De plus, un nombre important de grandes entreprises sont quant à elles divisées en établissements dispersés dans des territoires plus ou moins grand, voire à l'étranger.



Comment dans ces conditions un syndicat peut-il garder son efficacité au regard d'une difficulté à rester dans la proximité avec les travailleuses et les travailleurs ?

Lors des derniers Congrès Confédéraux l'évolution du monde du travail a été prise en compte et des décisions ont été adoptées par les syndicats concernant les changements de notre organisation en vue d'une plus grande d'efficacité : possibilité de création de syndicats de site, multi-professionnels ou de branche, ré-interrogation des périmètres des syndicats, ré-interrogation de nos structures, etc.

Bien que nos syndicats aient voté une résolution au 49^e congrès réaffirmant l'importance des Unions Locales dans notre organisation syndicale pour maintenir une proximité avec les travailleuses et les travailleurs, les Unions Locales se retrouvent, pour beaucoup d'entre-elles aujourd'hui, en difficultés de fonctionnement par manque de

moyens humains et financiers. Nos Unions Locales rencontrent aussi des difficultés par manque d'implication d'une partie de nos syndicats.

Nous devons arriver à régler ces difficultés.

b) Faire évoluer notre organisation syndicale.

L'observation de la situation du monde du travail, celle de l'éclatement du salariat, de « l'ubérisation », de l'évolution de nos modes d'organisation doivent se poursuivre par la réflexion, le débat et la prise de décision dans nos congrès et dans notre activité militante afin d'améliorer notre efficacité.

Cette démarche doit être croisée entre professions et territoires. C'est un passage obligé si nous voulons amener des évolutions porteuses de plus d'efficacité. Si beaucoup d'entre nous réfléchissent à cette question, il est essentiel de le faire tous ensemble.

L'organisation de nos structures et de nos syndicats a déjà vécue nombre d'évolutions pour répondre aux besoins des travailleuses et des travailleurs et de leur famille.

En raison de l'éclatement du salariat et du nombre grandissant de femmes et d'hommes travaillant dans des collectifs de moins de 20 salarié·e·s, plusieurs configurations de syndicats sont possibles.

Pourtant, nous savons que pour analyser, échanger, construire avec les travailleuses et les travailleurs nous devons toujours rechercher à organiser ces derniers au plus près de leur lieu de travail. C'est un gage d'efficacité.

C'est pourquoi le syndicat d'entreprise reste notre mode d'organisation privilégié.

Là où ce n'est pas possible, nous devons rechercher l'émancipation, la proximité et la démocratie dans la forme d'organisation décidée par nos syndiqué·e·s, dans le respect de nos statuts.

Là où nous ne sommes pas implantés, nos Unions Locales ont pour objet de permettre aux salarié·e·s de trouver la CGT à proximité de leur lieu de travail ou de vie et de les organiser.

Mais au regard de notre ambition d'un rapport de force à hauteur des enjeux actuels, leur rôle ne s'arrête pas à cela. Elles sont le lien entre nos syndicats pour faire vivre les solidarités et les convergences des luttes, favoriser le renforcement de la CGT.

C'est pourquoi, il est essentiel que nos syndicats participent pleinement à l'activité de nos Unions Locales et notre Union départementale, ainsi que de créer des liens pérennes entre nos structures et nos syndicats.

L'activité militante ne peut pas reposer uniquement sur quelques camarades actif·ve·s et retraité·e·s

Enfin, plus de 10% de nos syndiqués ne sont rattachés à aucun syndicat. C'est un réel sujet qu'il nous faut prendre en compte et le résoudre.

Notre travail de discussion, de dialogue avec les salariés, y compris les Ingénieurs, Cadres et Techniciens (ITC) de plus en plus nombreux dans l'organisation du travail, doit s'intensifier. La formation syndicale des militants de la CGT est de plus en plus indispensable au regard des projets de sociétés que nous combattons

Pour mener notre réflexion sur les questions posées aux structures territoriales de proximité, nous proposons d'organiser dans l'année qui suit notre congrès, une conférence de nos Unions Locales.

Enfin, il nous faut sérieusement poser la question de notre qualité de vie syndicale dans un objectif d'améliorer notre outil syndical afin de faire face aux enjeux actuels.

c) Au cœur de nos enjeux : la syndicalisation.

Une autre difficulté à la construction du rapport de force nécessaire est le trop faible taux de syndicalisation dans notre pays et parallèlement le trop faible nombre de syndiqués à la CGT.

**Être un syndicat de lutte de classe ne suffit pas,
il faut aussi être un syndicat de masse.
C'est une des conditions incontournables pour gagner**

La syndicalisation ne va pas de soi et ne se développe pas sans détermination. C'est une stratégie qui se construit et s'organise dans la durée.

Lors du 55^{ème} Congrès de notre Union Départementale les syndicats ont décidé de mettre en œuvre la résolution 3 du 51^{ème} Congrès Confédéral.

Nous avons mis en œuvre un plan de syndicalisation sur trois ans qui a pris fin en février de cette année, plan validé par notre congrès et la « commission FNI » de la Confédération.

L'objectif de celui-ci était de remettre au premier plan dans la **CGT Aubeoise**, dans toutes les structures et syndicats du département, la question de la syndicalisation.

Dans cette démarche les animateurs et le pôle vie syndicale se sont retrouvés confrontés à une réalité que nous connaissions mais dont nous n'avions pas mesuré l'ampleur. La majorité des syndicats ciblés dans le plan présentaient des difficultés de différents ordres dans leur fonctionnement et par conséquent dans leur activité.

Nous avons passé beaucoup de temps avec les structures et syndicats sur les questions de qualité de vie syndicale. Cela a eu pour conséquence de freiner sérieusement la planification de déploiements dans les syndicats et dans les structures afin d'aller au-devant des travailleuses et des travailleurs pour les convaincre de s'organiser. Cependant tout le travail fourni a été, et est, nécessaire et vital.

Arriver par la question de la syndicalisation et du pourquoi de la nécessité de notre renforcement est une bonne porte d'entrée dans nos syndicats et structures pour aborder nos fonctionnements, nos statuts, la question de nos liens et la question cruciale de la qualité de notre vie syndicale dans une perspective évidente et nécessaire d'améliorer notre efficacité.

Par des déploiements et parrainages planifiés et la construction de liens réguliers avec les syndicats, cette démarche a permis de faire un état des lieux plus précis sur notre organisation dans l'Aube, a permis de créer un syndicat et d'en remettre en route trois autres. Plusieurs syndicats restent encore en difficultés et nous devons continuer à les soutenir.

Pourquoi se syndiquer ?



Trois années n'ont pas suffi pour nous remettre partout dans une démarche offensive de syndicalisation et que cette question fasse, partout, partie intégrante de notre activité militante au quotidien.

Nous proposons donc un second plan de syndicalisation afin de poursuivre le travail entrepris



d) Influence, représentativité et syndicalisation.

Les élections dans les entreprises et établissements sont également un enjeu important en termes de renforcement (où on est), d'implantation (où on n'est pas) et de représentativité.

Par la difficulté à appréhender les élections CSE (Comité Social et Économique) du fait d'une concentration sur un cycle plus court (environ un an et demi au lieu de quatre), toutes les entreprises privées devant y être passées au 31 décembre 2019, il nous a semblé important **d'établir des plans de travail par syndicats territoriaux et par Union Locale pour faire progresser notre implantation là où on est et pour en gagner de nouvelles.**

Pour le moment, certaines Unions locales et syndicats territoriaux n'y participent pas et restent à convaincre.

Ce plan de travail doit surtout s'inscrire dans la durée en prenant en compte l'échéance 2019 et au-delà, en se fixant des objectifs au-delà, sachant qu'en 2022 et 2023 nous nous retrouverons avec autant d'élections à suivre.

Au regard de la tâche, nous devons mener notre action ensemble, structures et syndicats.

Nous ne pouvons pas répondre à toutes les invitations à négocier les protocoles pré-électorales dans toutes les entreprises et devons, en fonction de nos moyens prioriser.

S'implanter dans une entreprise est souvent un travail de longue haleine. S'il est plus facile de s'organiser dans celles de plus de 100 salarié-e-s, donc cible prioritaire, il ne faut pas oublier toutefois les plus petites entreprises.

La formation syndicale, sur les négociations électorales CSE et leurs accords de mise en place est un élément essentiel de notre démarche. Bien entendu cette nouveauté qu'est le CSE ne doit pas verrouiller la volonté des camarades dans leur capacité à militer et à s'investir dans les diverses initiatives des syndicats, des Unions Locales et de notre Union Départementale.

Dans la Fonction Publique, cette anticipation à l'aide d'un plan de travail est aussi à mettre en œuvre dès maintenant.

Enfin concernant les élections dans les TPE qui se dérouleront l'année prochaine, une réflexion est à mener, fort de notre expérience des années passées, pour toucher de façon plus importante ce salariat.

Au moment où nous écrivons ce document, nous sommes à quelques jours du 52^{ème} Congrès Confédéral ; les résolutions qui y seront votées devront être intégrées aux débats de notre Congrès et aux décisions que nous prendrons.

V. Notre outil syndical dans le département de l'Aube

La nouvelle organisation que nous vous proposons [voir l'organigramme ci-contre] a toujours pour objectif que chaque syndiqué-e, chaque syndicat, chaque structure aient toute leur place dans notre Union Départementale.

Le second objectif est d'arriver à mener l'activité militante de façon plus collective entre les camarades de la Commission Exécutive et nos structures et syndicats.

C'est une volonté de créer des liens plus forts entre nos syndicats et nos structures afin de prendre des décisions et axes revendicatifs prenant en compte les réalités que vivent les travailleuses et travailleurs dans notre département.

C'est l'affaire de toutes et tous !

La Secrétaire Générale

Le Bureau est constitué à minima de 11 membres
Ils sont secrétaires des différents secteurs

Elle est animatrice du bureau, de la CE
et de la politique des cadres.

Secteurs

OQVS

Revendicatif

Communication

**Politique
financière/
administratif**

DLAJ

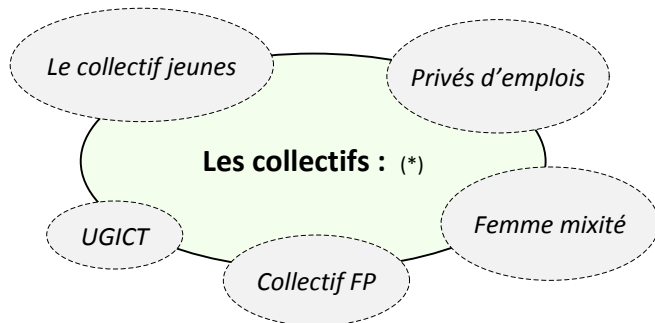
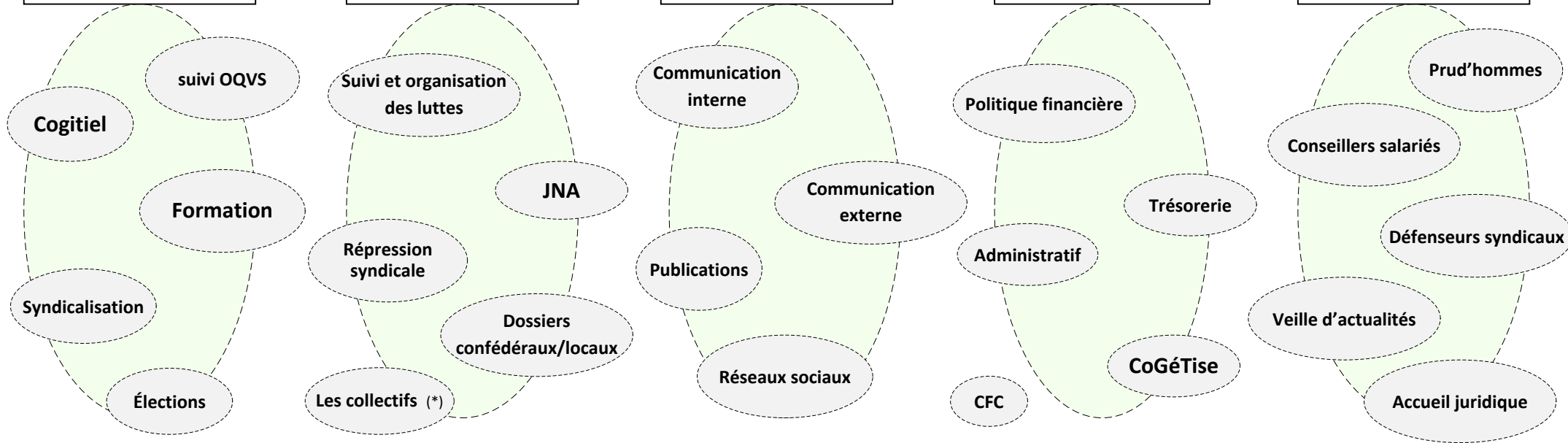
2 secrétaires

3 secrétaires

2 secrétaires

2 secrétaires

2 secrétaires



Proposition des secrétaires de secteurs

OQVS; Marc Joudelat,?.....

Revendicatif; Sylvie Gateau, Jean-Michel Barrois,?.....

Communication; Patrice Marchand,?.....

Politique financière / Administratif; Josie Georgel, Alain Maclou

DLAJ; Bruno Rossi,?.....

Orientations par secteurs

SECTEUR ORGANISATION QUALITÉ VIE SYNDICALE

« Une CGT pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs, c'est apporter collectivement une attention particulière à la qualité de notre vie syndicale et au développement du syndicalisme de masse et de classe que nous portons au plus près des salarié·e·s et toute leur diversité ».

Comme nous l'avons vu précédemment, pour répondre aux enjeux actuels nous avons besoin d'une CGT forte et efficace.

Cela nous demande d'avoir des syndicats et structures en ordre de bataille.

D'autre-part nos conceptions d'organisations et de fonctionnement sont réinterrogées par les bouleversements que subit actuellement le monde du travail et plus largement la société toute entière.

Désindustrialisation, individualisation, précarisation, transformation du salariat, discriminations, mise à mal des solidarités sont provoquées par les politiques libérales menées depuis des années.

Avec l'évolution du salariat et des collectifs de travail, la CGT est donc confrontée à la nécessité de faire évoluer ses conceptions d'organisation et de fonctionnement pour être davantage en phase avec le monde du travail en restant coute que coute à proximité des travailleuses et travailleurs.

Lors des congrès confédéraux, nos syndicats ont pris les décisions pour y parvenir. Le secteur Organisation Qualité Vie Syndicale (OQVS) de notre Union Départementale a pour objet de suivre et de mettre en œuvre nos décisions prises en congrès sur les questions d'organisation et de qualité de vie syndicale par une réflexion partagée par nous tous, syndicats et structures. Il a aussi pour mission d'organiser la réflexion collective sur les questions liées à l'organisation et à la qualité de vie syndicale.

De nombreux salarié·e·s seront disponibles pour s'investir dans le syndicalisme de conquêtes que nous portons, dès lors qu'ils pourront apprécier en direct notre démarche.

Espace CoGiTiel

Le Cogitiel est l'outil d'organisation qui nous permet de mieux connaître notre CGT.



Mieux connaître notre organisation collectivement est incontournable pour être efficace dans l'organisation des luttes sectorielles ou interprofessionnelles, dans la mise en œuvre d'un plan de renforcement et plus généralement sur l'ensemble de nos activités.

L'outil dans sa conception actuelle a montré ses limites au regard de son utilisation actuelle par nos syndicats et nos structures. Il ne nous permet pas d'avoir une connaissance complète de notre implantation et de nos forces organisées sur notre territoire.

Mais les informations manquantes dans Cogitiel ne sont pas uniquement dues aux imperfections de l'outil. Elles sont aussi le reflet des difficultés de fonctionnement de certaines de nos structures et de certains de nos syndicats et pour une très faible minorité un non-respect des décisions prises en congrès.

Les Unions Locales et l'Union Départementale doivent connaître les syndicats et syndiqués de son territoire. C'est pourquoi, l'outil CoGiTiel doit continuer à être optimisé par un travail sur les syndicats départementaux avec la création de section syndicale par territoire. En effet même si beaucoup de travail a déjà été fait, il nous faut le continuer afin de permettre à chaque UL de connaître tous les syndiqués de son secteur géographique.

Une version amenant des améliorations pour rendre l'outil utilisable plus facilement dite « V2 » va être lancée pour remplacer l'actuelle dès l'an prochain. Sa mise en place va nous permettre de poursuivre le travail entre nos syndicats et structures pour améliorer cette question essentielle d'une bonne connaissance collective de notre CGT.

Nous aurons besoin de deux camarades ressources sur cet espace.

Espace Formation

Pour la CGT, être une organisation démocratique, c'est permettre à chaque syndiqué de prendre toute sa place dans la CGT pour devenir auteur, acteur, décideur de l'organisation.

Pour cela, depuis plusieurs congrès, l'Union Départementale CGT de l'Aube a mis en place une politique de formation syndicale ambitieuse et cohérente de l'accueil à la prise de mandat ou de responsabilité dans notre organisation.

Si cette activité est devenue structurante dans la vie de l'Union Départementale, il est aujourd'hui nécessaire de continuer à pérenniser et à développer cette activité.

Dans ce cadre, le renforcement de l'Espace formation et du groupe de formateurs sont des questions centrales et urgentes pour se donner de nouveaux objectifs.

Dans la bataille idéologique qui fait rage, décrypter l'information, l'analyser, la comprendre nécessitent de la comparer à des références.



La formation syndicale, qu'elle soit générale (accueil, niveau 1 et 2) ou spécifique (Eco-CSE, CSSCT...) apporte ces références.

Elle permet aux syndiqués d'acquérir la démarche d'analyse, de comparaison, l'esprit critique nécessaire pour se faire une idée réellement personnelle de son contexte.

La formation est indispensable à l'engagement des nouveaux syndiqués, au déploiement de la CGT. Notre ambition d'imposer d'autres choix de société, dans un contexte de matraquage médiatique de la pensée dominante ne peut aboutir sans une capacité pour nos bases syndicales à informer, à convaincre, à mobiliser les salariés au plus près des postes de travail.

Dans ce contexte, notre organisation a la responsabilité d'outiller nos premiers camarades pour engager le débat sur le terrain argumentaire et la bataille des idées au plus près des salariés.

Cette ambition nécessite que la formation syndicale participe de manière continue à notre vie syndicale et que nous nous saisissons tous du sujet.

Nous avons besoin sur cet espace d'un groupe de camarades de 8 personnes minimum.

Espace Vie de nos structures et de nos syndicats

Un des rôles de l'Union Départementale est de veiller à la qualité de vie syndicale de notre organisation dans l'Aube.

Pour cela, il est important qu'elle ait une bonne connaissance de notre CGT sur le département. La question des liens entre nous est donc primordiale. Nous avons besoin d'une relation pérenne entre nos syndicats et nos structures.

C'est un gage pour apporter une aide plus rapidement à un syndicat ou une structure en difficulté, d'organiser la réflexion collectivement pour apporter les évolutions dans notre organisation quand cela est nécessaire ou de mettre en œuvre collectivement les décisions que nos syndicats ont prises en congrès.

L'activité de cette espace sera à organiser avec des camarades de la Commission Exécutive.

Espace Syndicalisation

Le plan de syndicalisation que nous avons mis en œuvre a confirmé que c'était un travail de militant de longue haleine et que la syndicalisation n'allait pas de soi dans notre CGT.

IL nous faut poursuivre afin que la question de la syndicalisation soit dans toutes nos têtes. C'est pourquoi nous proposerons de construire un second plan de syndicalisation dans la continuité du premier.

L'objectif de syndicalisation que nous nous fixons ne peut réussir que si nous définissons un plan d'action et qu'un travail collectif continue à se poursuivre et s'amplifie. Cette activité nous devons la mener tous ensemble.

Nous devons construire le plan de syndicalisation en prenant en compte la qualité de vie syndicale de nos syndicats et de nos structures et les élections professionnelles.

Espace Élections professionnelles

Gagner les élections professionnelles n'est pas un but en soi à la CGT. Le résultat n'a d'importance que par l'influence qu'il nous donne pour peser dans le rapport de force et par le fait qu'il est un moment facilitant l'organisation dans la CGT des travailleuses et travailleurs.

Pour une CGT plus forte pour lutter et pour gagner nous devons continuer à rechercher à organiser là où ne nous sommes pas dans le privé et dans le public.

Les prochaines élections dans le public seront en 2022.

Dans le privé, celle dans les moins de 11 salariés, les très petites entreprises (TPE) auront lieu l'année prochaine. Dans les autres entreprises, avec la mise en place du CSE, la plus grosse séquence d'élections sera de 2021 à 2023.

Nous devons dès à présent, avec les syndicats et les structures, définir un plan de parrainage d'entreprises et d'établissements pour aller au-devant des travailleuses et travailleurs bien avant les élections afin d'optimiser nos chances de les organiser à la CGT et de construction de nouvelles listes.



Espace Suivi des mandats

Il existe différents mandats locaux, départementaux, régionaux et nationaux. Nos mandatés représentent l'Union départementale CGT dans les organismes où ils siègent.

Les mandatés dans leur activité doivent être en lien avec leur organisation et lui rendre compte. L'UD doit veiller à former les camarades mandatés et les aider à remplir leurs missions.

Le suivi des camarades mandatés s'exerce dans le cadre de la charte de « l'élu et mandaté CGT ».

L'activité de cette espace sera à organiser avec des camarades de la Commission Exécutive.

SECTEUR REVENDICATIF

Notre action s'inscrit au plus proche des travailleuses et des travailleurs et de leurs préoccupations au quotidien au travail comme dans la vie.

S'approprier les repères revendicatifs confédéraux pour répondre aux enjeux dans les entreprises locales et sur le territoire de l'Aube : c'est travailler à ce que chaque syndicat et militant·e de la CGT s'en empare afin d'élaborer des cahiers revendicatifs sur les lieux de travail et de vie sur les questions liées au travail mais aussi sur les grands enjeux de la société (nouveau statut du travail salarié, sécurité sociale professionnelle, retraite,...). C'est en partant de leurs propres préoccupations que nous amènerons les travailleuses et les travailleurs à rentrer dans la lutte, à se syndiquer, à appréhender les questions de convergences et à participer à la construction de nouvelles conquêtes sociales.

Par ces objectifs le secteur revendicatif est essentiel à notre action. Cette activité doit être bien évidemment être mise en œuvre collectivement par notre Union Départementale, nos Union Locales et nos syndicats.

En cela nous proposons :

- ✓ D'étoffer le nombre de participant à au moins 12 camarades investis et assidus, dont un référent/participant par Union Locale, pour parvenir à un travail concret.
- ✓ Porter nos repères revendicatifs confédéraux sur l'égalité femmes / hommes, les salaires, la protection sociale, le NSTS et les retraites.
- ✓ Organiser des journées d'études en lien avec le document d'orientation, l'actualité et les besoins des militant·e·s Auboises.
- ✓ Organiser des débats publics sur des thèmes adaptés à l'actualité.
- ✓ Suivre et organiser les luttes locales et nationales.
- ✓ Organiser les collectifs « Femmes mixité », « UGICT », « Privés d'emploi », « Jeunes ».
- ✓ Construire les solidarités et le rapport de force sur les questions de répression et discrimination syndicale.

Espace Suivi et organisation des luttes

Nous apprenons encore trop souvent par la presse qu'un conflit se déroule dans une entreprise où la CGT est implantée. Cela donne une piètre image de notre organisation lorsque nous sommes dans l'incapacité de répondre aux interpellations de la presse ou de diverses autorités. Et surtout la connaissance des actions et des luttes qui se déroulent dans les entreprises nous sont essentielles pour confronter les revendications, déterminer les problématiques communes et construire des actions collectives convergentes.



Partie intégrante du secteur revendicatif, ce comité de suivi des luttes sera :

- ✓ En capacité de se réunir de façon réactive.
- ✓ Fera un point périodique sur les situations.
- ✓ Sera en appui des syndicats et militant·e·s sur les analyses et stratégies.
- ✓ Communiquera à la confédération et à toutes les structures concernées avec le plus de réactivité possible.

Espace Journée Nationale d'Action

L'organisation des journées nationales d'action repose souvent sur trop peu de camarades. Ce qui pose un problème en matière d'organisation matériel, de circulation de l'information, de distribution des tracts, des collages d'affiches, et plus généralement de mobilisation des salarié·e·s, privé·e·s d'emplois et retraité·e·s.



Le jour de la manifestation ou du rassemblement, la CGT, nos mots d'ordres, et plus généralement nos manifestations doivent être visibles et entendues. Être le plus nombreux et le plus rouge possible.

C'est l'affaire de toute la CGT.

- ✓ Les syndicats doivent remonter les informations à l'Union Départementale. Grève ou pas, si oui quel pourcentage, nombres de syndicats présents, tracts distribués, assemblée générale de syndiqué·e·s ou de salarié·e·s sur le lieu de travail, etc.

Espace Anti-Répression syndicale



Ce collectif a surtout porté son activité sur les harcèlements et discriminations subis par plusieurs camarades. Son objectif est de mettre tout le poids de la CGT, de créer le rapport de force, de pousser la solidarité pour défendre nos représentants qui sont les premiers exposés.

Si l'aspect juridique peut accompagner cette démarche, elle ne doit pas s'y substituer.



SECTEUR REVENDICATIF, Les collectifs.

Collectif jeunes



En respectant un des engagements du 53ème congrès, ce collectif a été créé en 2011. Depuis nous sommes en échec. Ce collectif doit être une des priorités de la Commission Exécutive de l'Union Départementale, il y va de l'avenir de la CGT.

De nouveaux jeunes syndiqué-e-s nous ont rejoints. Nous proposons de tenter à nouveau l'expérience de réunir nos jeunes syndiqué-e-s pour relancer ce collectif, ce qui permettrait que ce soit eux qui :

- ✓ Élaborent leurs plans de travail.
- ✓ Se fassent connaître dans nos structures.
- ✓ Soient en lien tant avec l'Union départementale, que l'Union Locale et le collectif jeune.
- ✓ De déterminer les moyens nécessaires à nos ambitions.

Collectif femmes/mixité

La moitié des salarié-e-s sont des femmes. Elles subissent des différences de rémunérations pouvant aller jusqu'à 27 %. Elles sont touchées par la précarité et le temps partiel, le chômage plus que les hommes. Leurs carrières sont plus souvent plafonnées, bloquées, ce qui se traduit par des retraites inférieures de 42 %. En combattant ces discriminations nous travaillons aussi à une culture d'égalité entre les femmes et les hommes.



Femmes et hommes, travaillons à :

- ✓ Favoriser les avancées en matière de législation sociale et de droits pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le travail et dans la vie dans notre département.
- ✓ La revalorisation des salaires dans les métiers à prédominance féminine.
- ✓ Une juste représentation des femmes dans nos organisations CGT.
- ✓ Condamner et faire cesser les violences sexistes et sexuelles à l'encontre des femmes, au travail, dans l'espace public comme à la maison.

Collectif UGICT



Faisant le constat de la transformation du salariat et de la sous-représentation de la CGT dans les ICT, la Commission Exécutive de l'Union Départementale crée un collectif « Union Générale des Ingénieurs Cadres et Techniciens » qui aura pour mission :

- ✓ De travailler à la syndicalisation et au développement des revendications spécifiques ;
- ✓ D'être en soutien des syndicats pour augmenter notre représentativité.

Comité des privé-e-s d'emploi



La Commission Exécutive de l'Union Départementale sera en charge de travailler avec les Unions Locales pour trouver la meilleure organisation pour développer la syndicalisation des privés d'emploi et d'élever le rapport de force sur leurs revendications spécifiques.

Collectif Service Public.

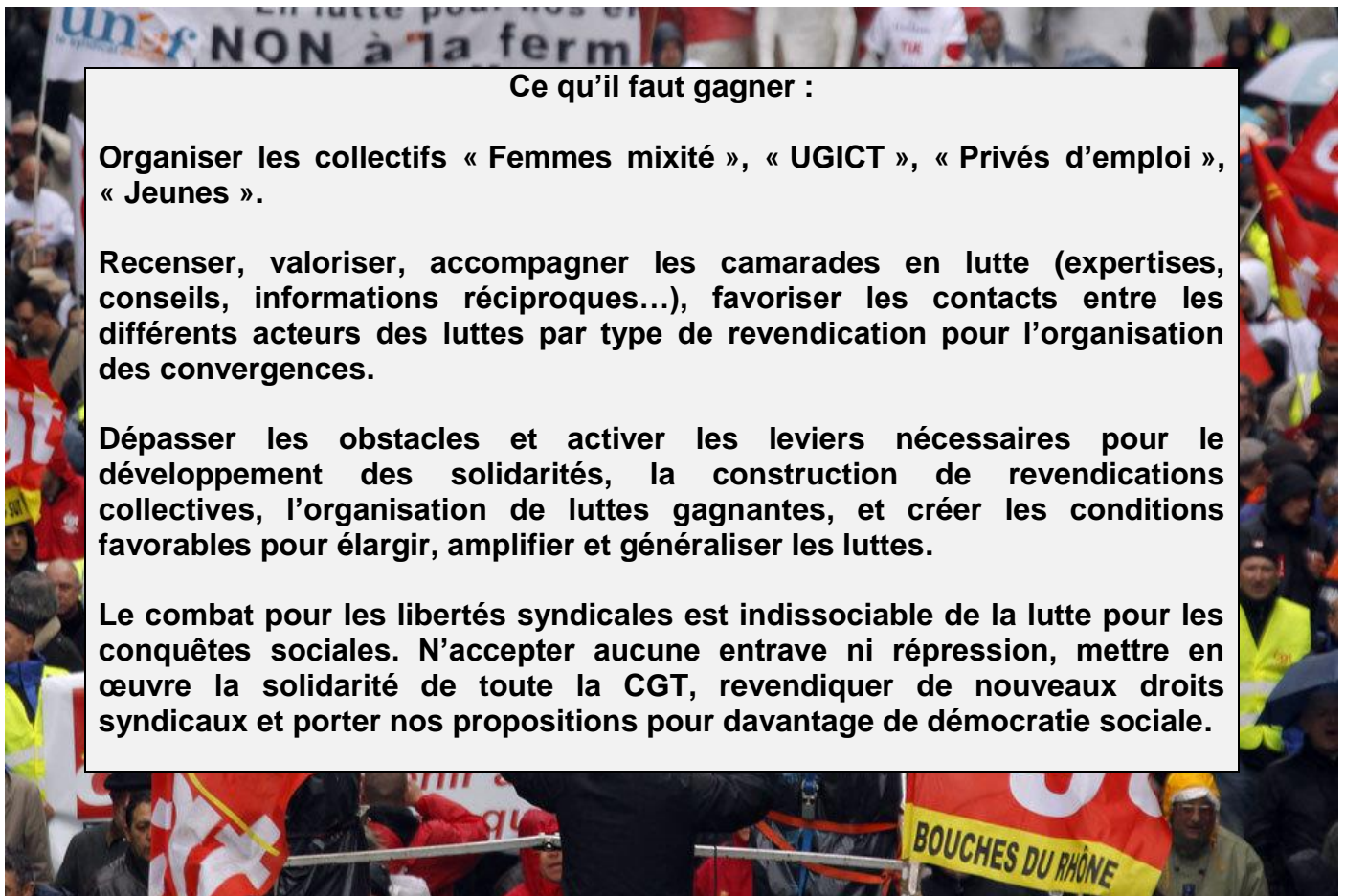
Né d'une réflexion de longue date et de l'expérience des élections 2011, 2014 et 2018 dans la Fonction Publique, ce collectif est construit avec des militants des trois pans de la Fonction Publique et du privé.



Les objectifs fixés à ce collectif :

- ✓ Établir la déclinaison Aubeoise des repères revendicatifs nationaux.
- ✓ Organiser notre activité interprofessionnelle afin d'anticiper les élections Fonction Publique 2022 pour augmenter notre représentativité et notre syndicalisation.

Il faudra bien évidemment réfléchir à la constitution de ce collectif et pourquoi pas le faire évoluer vers tout le service public (transport, énergie,...).



SECTEUR COMMUNICATION

Espace Communication Interne



L'Aube Syndicale paraît (3 à 4 numéros par an). C'est peu au regard de l'actualité sociale et revendicative dans les entreprises. Avec l'interrogation récurrente à savoir : Est-ce que nos syndiqués sont destinataires de ces informations ? Voir l'utilité de cette publication.

Nous avons à réfléchir à une forme plus attractive, et plus politique de son contenu. Peut-être débat d'idée ou étude de fait de société comme par exemple « combattre les idées d'extrême droite ».

Nous devons aller vers une meilleure communication interne, circulation de l'information, vérification des listes de diffusions (sms) et des destinataires, s'assurer que ceux-ci fassent circuler les informations qu'ils reçoivent

Ce qu'il faut gagner :

L'assurance que chacun(e) de nos syndiqué(e)s soit destinataire de l'Aube Syndicale, de l'information des manifestations et plus particulièrement de l'activité en générale de l'Union Départementale.

Espace Communication externe



Faire vivre le site internet (qui est pour autant très régulièrement alimenté) au plus près de la vie syndicale locale. Le site internet est actuellement en étude de refonte et de mise à jour technique importante. La fragilité que représente une seule personne ressource doit être regardé pour parer à toutes éventualités...

Le manque de fiabilité des statistiques de visites de notre site ne donne pas une image réelle de notre audience.

Ce qu'il faut gagner :

Faire connaître ce site internet qui reste le plus réactif de nos moyens de communication de le nourrir le plus localement possible. Créer le réflexe d'une visite hebdomadaire, peut-être grâce à une lettre d'information [newsletter]

Que chaque syndicat, chaque branche nourrissent le site internet et l'actualité de l'Aube Syndicale par le biais de l'Union Départementale

Nous devons réfléchir à notre capacité [technique] de réaliser de petites vidéos interviews, pour une communication plus vivante.

Gagner une plus grande visibilité de nos actions et de notre présence dans les manifestations. Drapeaux, chasubles, pancartes, banderoles, etc.

Trop de camarades en manifestations ne voient pas l'utilité de porter un drapeau, une chasuble,

Espace Publication

Même si il y a un gros travail de mise en forme de tracts, d'affiches locales, et d'autres supports de communication, nous sommes encore un peu trop à la traîne de ce que doit être la véritable communication d'un syndicat comme le nôtre. Nous devons réfléchir sur une communication vers les jeunes, les précaires, les privés d'emplois.

Ce qu'il faut gagner :

Dans le cadre d'un stage école, rechercher un ou une élève de cycle communication qui serait en capacité de réaliser un audit de notre communication et de faire des propositions d'amélioration.

Travailler à du matériel spécifique « hors actualité »

Espace Réseaux sociaux



Une page Facebook est actuellement largement utilisée, mais il faut cependant pouvoir maîtriser au mieux ce qui est « posté » pour éviter des dérives quant aux positions et valeurs défendus par la CGT. Une étude de faisabilité vers Instagram ou Twitter doit être envisagée.

Ce qu'il faut gagner :

Le secteur communication doit s'ouvrir à des moyens encore plus réactifs en direction [là aussi] des jeunes. Il s'agit de développer et de faire connaître l'Union Départementale et surtout la CGT, sur les « réseaux sociaux ». Changer notre image de syndicat ringard et ancien.

Par ailleurs, après débats avec la future Commission Exécutive de l'Union départementale on pourrait donner des rôles supplémentaires à ce pôle :
Définir un « contour » plus précis de « son champ d'actions et de compétences »
Être en charge de toute la politique de communication de l'Union départementale

Ce qu'il faut gagner :

S'assurer que chacun·e de nos syndiqué·e·s soit destinataire de l'Aube Syndicale, de l'information des manifestations et plus particulièrement de l'activité en générale de l'Union Départementale

Faire connaître notre site internet qui reste le plus réactif de nos moyens de communication de le nourrir le plus localement possible.

Dans le cadre d'un stage école, rechercher un ou une élève de cycle communication qui serait en capacité de réaliser un audit de notre communication et de faire des propositions d'amélioration.

Travailler à du matériel spécifique « hors actualité »

Le secteur communication doit s'ouvrir à des moyens encore plus réactifs en direction des jeunes. Il s'agit de développer et de faire connaître l'Union Départementale et surtout la CGT, sur les « réseaux sociaux ».

Changer notre image de syndicat ringard et ancien.

8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28

SECTEUR POLITIQUE FINANCIERE

Lors de la nouvelle mandature de l'UD va devenir secteur. Il sera divisé en plusieurs espaces : la trésorerie, l'administratif, la politique financière, COGETISE. Quant à la commission financière de contrôle, elle sera totalement indépendante, même si des liens doivent existés avec le secteur politique financière.

Le secteur politique financière sera animé par deux secrétaires, ils auront la charge d'animer ou de suivre les débats des espaces du secteur. Des liens transversaux seront aussi tissés avec les autres secteurs de l'UD et les secrétaires du secteur ou les animateurs des espaces pourront être invités à participer aux travaux des autres secteurs, et vice versa.

La trésorerie :



Composé du trésorier et du trésorier adjoint elle a pour objectif de traiter des recettes et des dépenses. Ils ou elles effectuent les règlements uniquement sur justificatifs et alerte le ou la responsable du secteur financier en cas d'anomalie ou de dysfonctionnement.

À chaque réunion du secteur financier ils répondent aux questions des membres constituant celui-ci. Ils travaillent à la clôture des comptes qu'ils présentent devant la Commission Exécutive.

Le trésorier a un rôle déterminant dans la vie de tous les jours, il est le moteur et le nerf de la guerre, essentiel pour le développement du rapport de forces, de la syndicalisation et de nos moyens financiers.

Le ou la secrétaire général-e ordonne ou pas les divers règlements

L'administratif :

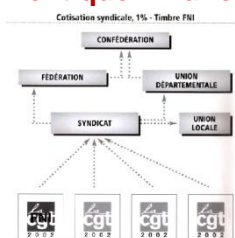
Cet espace devrait avoir en charge le fonctionnement administratif de l'Union Départementale. Ils ou elles devront travailler à des règles de vie commune et s'assurer du respect celles-ci. Ces règles s'appliquant à l'ensemble des structures de la CGT.

Ils ou elles auront à charge le suivi des convocations de la CE ainsi que de tout ce qui est relatif à celle-ci afin qu'elle se déroule dans de bonnes conditions. Ils ou elles auront un lien permanent avec le bureau de l'UD.

Les responsables de l'espace auront à charge la gestion des salaires des personnels de l'UD (secrétariat, entretien des locaux...), ils auront également à tenir l'inventaire du matériel de l'UD, du suivi du véhicule (entretien, tenue du carnet de déplacement...) Ils ou elles seront en capacité de pouvoir négocier les achats des fournitures administratives, matériels et répondre ainsi à une meilleure organisation de notre Union Départementale.

Ils ou elles s'assureront des règlements et du renouvellement des conventions liant les divers occupants de la maison CGT.

Politique Financière :



Ce secteur travaille les prévisions budgétaires en fonction des objectifs fixées par le congrès, en liaison avec le bureau, et s'assurent que les questions financières sont bien au cœur de l'activité de l'Union Départementale.

Le ou les responsable-es à la politique financière ont une part de responsabilité aussi importante que le ou la secrétaire général-e de l'Union départementale dans la mesure où ils ou elles veillent aux dépenses et à l'équilibre financier.

Pour mener de pair le fonctionnement de notre Union Départementale et le développement de nos actions, nous devons avoir comme priorité le développement de notre organisation à travers le renforcement de celle-ci.

Le secteur politique financière devra s'attacher à faire en sorte que le 1% devienne une réalité dans nos syndicats.

C'est bien en travaillant sur le lien nombre d'adhérents, cotisations, reversement que nous maintiendrons notre indépendance financière.

Ils ou elles s'attachent à ce que les ressources financières soient utilisées au mieux pour l'activité et le fonctionnement de l'Union Départementale.

CoGéTise :



Les camarades travaillent en lien avec le Collectif Vie Syndicale à la remontée des cotisations.

Ils ou elles pourront à la fois connaître, avec précision et avec une bien meilleure anticipation, le nombre de syndiqués de la CGT et vérifier ainsi, année après année, la réalité de notre renforcement, puisque les versements effectués par les syndicats constituent, en toute transparence, la base commune à partir de laquelle est assuré le financement de l'ensemble des organisations.

Cela nous permettra d'avoir une meilleure vue d'ensemble sur les finances de notre Union Départementale et ainsi mieux appréhender le budget de celle-ci.

Commission Financière de Contrôle :

C'est l'organisme de contrôle et d'évaluation des orientations budgétaires de l'union Départementale.

Elle vérifie que les dépenses sont conformes aux décisions prises et que les pièces comptable et justificatifs sont bien tenus.

Elle peut à tout moment formuler des suggestions ou remarques sur la politique financière menée par l'Union départementale.

Elle rend compte à la Commission exécutive de son activité autant de fois qu'elle le juge nécessaire.

Nos priorités collectives

Mettre en place un nouveau secteur politique financière avec ses déclinaisons en espaces pour mieux appréhender notre réalité financière

S'assurer du lien avec les autres secteurs constituant l'organigramme de l'Union Départementale afin de s'assurer du suivi budgétaire.

Veiller au versement régulier des cotisations par les syndicats, ainsi qu'à l'application du 1%.

Ne pas déroger à une CFC à cinq membres

Continuer à tout mettre en œuvre pour disposer d'une année d'avance de trésorerie.

Écrire des règles de vie et veiller au respect de celles-ci.

SECTEUR DLAJ (Droits, Libertés, Actions Juridiques)

L'objectif de ce secteur est rendre plus efficace l'organisation, l'action et la défense des travailleurs et travailleuses :

- par la connaissance et l'utilisation des droits et des libertés, tant individuels que collectifs,
- et par la mise en œuvre d'actions juridiques offensives, novatrices, mobilisatrices.

Ce qui veut dire d'aller au-delà d'une gestion au jour le jour des droits et des institutions existants, ne pas être uniquement sur une défense indemnitaire des salariés. Notre action doit s'inscrire plus largement que de rester dans une posture de technicien en conseil tardif ou en prestation de service.

Il nous revient de penser l'action juridique individuelle ou collective comme constitutive de l'action syndicale globale pour l'émancipation des salariés.

Un projet de répartition des tâches sera élaboré par la direction de l'Union Départementale afin de rendre le plus efficace possible le secteur DLAJ dans ses missions.

Ce secteur devra être constitué des responsables des Unions Locales, de syndicats d'entreprise et d'administrations, des conseiller-e-s prud'homaux, des conseiller-e-s du salarié et des défenseurs syndicaux et sera en relation avec la vie syndicale et l'action revendicative.

Cinq espaces sont envisagés :

- Accueil juridique
- Veille d'actualité
- Prud'hommes
- Conseillers salariés
- Défenseurs syndicaux

Les liens entre les militants investis dans les activités juridiques et la Commission Exécutive de l'UD méritent d'être rénovés et renforcés et devront permettre l'échange, le partage et la prise en compte dans les deux sens.



VIE DES SECTEURS DE L'UD

La mise en œuvre de nos orientations sera possible si :

- ✓ **Le plus grand nombre de camarades participent** à ces secteurs, en plus de celles et ceux qui sont à la direction de l'Union Départementale.
- ✓ **Les Unions locales s'inscrivent activement dans les secteurs vie syndicale et revendicatif.**
- ✓ **Nous gardons en tête l'objectif d'être utiles à toutes les structures de la CGT et communiquons à nos syndicats le fruit de nos travaux.**

LE TOURISME SOCIAL

Le tourisme social, au contraire tourisme marchand, ne rémunère pas d'actionnaires. Il est basé sur un tissu associatif et peut être un véritable outil pour les Comités d'Entreprise et les structures de la CGT. Voilà qui devrait nous inciter à une prise en compte du droit aux vacances, de la culture et du sport pour tous.



Nous sommes privilégiés dans l'Aube puisque l'association Tourisme et Loisirs, qui fait partie du réseau associatif pour la culture et les loisirs AncavTT sur un périmètre régional, est située à Troyes. Nous avons donc cet outil à notre disposition.

Il nous faut gagner l'adhésion de nos bases et des Comités d'Entreprise de façon à ce qu'à terme toute la CGT travaille à un autre projet de tourisme plutôt qu'avec des pratiques enrichissant le secteur lucratif.

Nous organiserons sur ces sujets des journées d'études pour avancer ensemble.

mail : tl10.accueil@orange.fr

site : www.tourismeetloisirschampagne.fr

CONCLUSION

Les bouleversements sociétaux, politiques et environnementaux font qu'il est bien difficile de prédire un avenir meilleur pour les travailleuses et les travailleurs que nous représentons.

Notre document d'orientation, est loin d'être exhaustif. À la fin de notre congrès, il sera notre feuille de route pour les 3 années à venir.

Ce projet est ambitieux, certes, mais il est réalisable et même bien au-delà, si nous tous, tous les militant·e·s, tous les syndiqué·e·s, les sympathisant·e·s, avec les salarié·e·s nous savons faire preuve de détermination à faire de la CGT un syndicat porteur de notre idéal de société **pour un syndicalisme qui donne envie**, convaincu de l'urgence des revendications quotidiennes et du besoin de conquêtes sociales. Nous aurons à donner de la vie à ces décisions, pour changer cette société, où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Pour une meilleure répartition des richesses, pour répondre à l'urgence sociale et à l'urgence écologique, sans les opposer.

Vous allez élire à ce congrès, une Commission Exécutive pour mettre en œuvre ces décisions, ce seront les décisions de toute la CGT Auboise.

Ensemble et unis dans la CGT, nous pouvons ouvrir des perspectives qui vont insuffler une véritable dynamique de luttes revendicatives et de confiance.

La CGT Auboise, plus que jamais incontournable, revendicative et efficace.